

ÉQUIPEMENT. Bien que la Région ne finance plus les routes, Survivre sur la 1215 a questionné les candidats. Pour l'association, de l'aménagement de la route dépend aussi l'essor économique

La RD 1215 s'invite dans la campagne des régionales

Si la réalisation puis l'entretien des routes départementales ne rentrent pas dans les compétences du Conseil régional, le développement économique en fait bien partie. « Et comme il ne peut y avoir de développement économique sans des infrastructures adaptées », c'est par ce biais que Thierry Tenau, le président de l'association Survivre sur la 1215, a souhaité questionner les principales têtes de liste aux élections régionales sur la RD 1215. En particulier l'axe Le Verdon-Bordeaux, qu'il juge « extrêmement dangereux et meurtrier ».

Le 1er février, trois questions ont été adressées à Alain Rousset (PS), Xavier Darcos (UMP), Monique de Marco (Europe Écologie) et Jean Lassalle (MoDem) : « Considérez-vous qu'il y a un lien entre les infrastructures et le développement économique ? Estimez-vous vitale l'amélioration urgente de la 1215 ? Si vous êtes élu (e) à la présidence de la Région envisagez-vous de participer au financement de l'étude économique de la CCI (étude qui vise à définir l'impact économique et écologique que pourrait avoir l'aménagement de la RD 1215 sur son développement). « Sud Ouest » publie leurs réponses.

D e Marco pour « le report modal »

« Évidemment, les infrastructures jouent un rôle essentiel dans le développement économique car elles sont le vecteur des échanges de personnes et de marchandises. » Monique de Marco précise qu'Europe Écologie milite pour le report modal (de la route sur les autres modes de transport) et le développement des transports en commun.

Dans le Médoc, le parti souhaite un doublement de la voie ferrée Bordeaux-Le Verdon et le maintien des infrastructures portuaires, ainsi que l'intensification de navettes fluviales. Quant à la RD 1215, Europe Écologie assure qu'elle doit être « absolument réaménagée » et que « les promesses des élus doivent enfin être tenues ». Selon Monique de Marco, « les déviations de Lesparre et Listrac sont urgentes. Il est également vital de sécuriser l'accès à tous les villages traversés par la RD 1215 ». Enfin, au sujet de la participation de la Région à l'étude la CCI, Monique de Marco donne son soutien. « Elle permettra de nous donner des pistes pour le développement du Médoc. »

R ousset : « l'État a différé... »

Selon Alain Rousset, « La corrélation entre qualité des infrastructures et développement économique n'est plus à démontrer ». Le président de la région Aquitaine rappelle l'investissement porté sur le volet ferroviaire dans le Médoc. Alors que « la Région ne finance plus les routes, le ferroviaire est une priorité ». Le président précise toutefois que « l'amélioration et la sécurisation de la RD 1215 sont des objectifs importants pour le Médoc et l'Aquitaine ».

Au sujet de cette voie, Alain Rousset ne manque pas rappeler que « l'État a longtemps différé les travaux ». Il considère que « l'estuaire peut-être utilisé comme voie de désenclavement » et précise que le Grand Port Maritime de Bordeaux « a lancé des études prospectives, en association avec les collectivités locales concernées ». Pour ce qui est de l'étude de la CCI, il annonce que « la Région financera une étude, dans le cadre du futur PNR, qui visera à mesurer les conditions de l'attractivité du territoire Médocain ».

L assalle : « la voiture propre »

« La route reste une réalité incontournable » pour Jean Lassalle. Et selon lui « le développement des liaisons ferroviaires est essentiel mais ne peut répondre en totalité aux besoins de mobilité ». Il fait remarquer au passage que « ce n'est pas la route qui pollue, mais les voitures. Il propose la mise en place d'une politique globale « d'aménagement des axes routiers structurants dans le cadre d'un Pacte aquitain » et « un plan de développement de la voiture propre ».

Jean Lassalle considère que « l'amélioration de la RD 1215 est une priorité absolue ». Selon lui « l'enclavement médocain est un véritable scandale ». Il propose notamment le « cofinancement par la Région, aux côtés du Conseil général, qui gardera la compétence de cet axe, des investissements clés à effectuer sur la RD 1215 ». La participation à l'étude de la CCI « est d'un grand intérêt » pour le candidat du MoDem.

D arcos : « un chantier vital »

« Il n'y a pas simplement un lien entre infrastructures et développement économique, il y a une interdépendance totale », explique Xavier Darcos. Selon lui, « la première préoccupation d'un chef d'entreprise qui cherche un lieu d'implantation, c'est l'irrigation du territoire ». Au sujet de l'amélioration de la RD 1215, le candidat UMP considère que « la mise en chantier est devenue vitale ». Il reconnaît aussi que le Contrat de Plan État-Région (2000-2006), un budget de 43,6 millions d'euros pour la RN 1215, « s'est avéré très insuffisant ».

Aujourd'hui, Xavier Darcos souhaite que le Conseil général « relance en priorité l'aménagement de la RD 1215 ». Enfin, il se dit « évidemment » favorable à la participation de la Région au financement de l'étude de la CCI.

Auteur : julien lestage
j.lestage@sudouest.com